



Communiqué de presse

La Fédération suisse des vignerons dit **NON** à l'initiative populaire "contre l'immigration de masse"

La politique migratoire actuelle de la Suisse combine intelligemment la libre circulation des personnes avec l'UE/AELE et une admission plus restrictive des ressortissants d'Etats tiers. Elle a fait ses preuves et a été clairement confirmée dans les urnes par le peuple et les cantons à plusieurs reprises. Il s'agit de la reconduire, en s'opposant à l'initiative populaire "contre l'immigration de masse".

En effet, cette initiative populaire prévoit de plafonner les autorisations de séjour pour toutes les catégories d'étrangers, pour revenir à un système strict de contingents - selon un modèle déjà vécu à la fin des années nonante – et très critiqué à l'époque, car inapplicable pour un secteur économique nécessitant une main-d'œuvre nombreuse, saisonnière et ponctuelle, comme l'exige la culture de la vigne. De plus, un tel système entraînerait des coûts administratifs supplémentaires importants pour les vignerons et encaveurs qui sont en concurrence avec des vins importés pas toujours produits de manière loyale sur les plans environnemental et social. Rappelons encore ici aux intéressés que l'importation de vins est réglée par les accords OMC et non pas via les accords bilatéraux.

Pratiquement, pour notre vitiviniculture, même si elle s'y applique il est difficile de recruter plus de personnel suisse, en général surqualifié, qui veuille accomplir les nombreuses tâches difficilement mécanisables à la vigne et dans la cave. Il est donc important pour nos exploitations viti-vinicoles de pouvoir recourir également à de la main-d'œuvre étrangère, tout comme pour les autres secteurs de l'agriculture, mais aussi des branches économiques assumant des prestations de base comme l'hôtellerie-restauration, la construction ou les institutions de soins.

Finalement, la solution proposée n'est pas compatible avec la voie bilatérale à succès négociée avec l'Union européenne. En cas d'acceptation de l'initiative, les relations bilatérales avec nos partenaires européens seraient profondément remises en question. Cette situation porterait gravement préjudice au bon fonctionnement de l'économie suisse et à des centaines de milliers de places de travail.

Pour ces multiples raisons, le comité de la Fédération suisse des vignerons (FSV) se prononce unanimement contre cette initiative et recommande à la population suisse de la rejeter clairement.

Contacts pour renseignements :

Laurent Favre, Président de la FSV et conseiller national (079 347 16 46)

Willy Deladoëy, Vigneron et vice-président de la FSV (079 632 35 23)

Berne, le 10 janvier 2014